Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Crise-sans-precedent-du-modele-neoliberal-Que-l-Etats-Unis-se-regarde-dans-notre-miroir-1>

Crise sans précédent du modèle néolibéral : « Que l'Etâts Unis se regarde dans notre miroir...(1) »

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -
Date de mise en ligne : vendredi 14 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors que dans les principaux quotidiens d'Amérique du nord on s'acharne, par l'entremise des dirigeants du FMI et autres défenseurs intéressés du néolibéralisme à tout prix, à faire la morale aux argentins et à critiquer la politique économique du gouvernement (dans un style de désinformation habituelle) ; dans les journaux mexicains, particulièrement dans La Jornada, quotidien de grande diffusion de centre-gauche, on s'affaire plutôt à tenter de comprendre cette crise, sans précédent, du modèle néolibéral.

Par Mirka Gilbert

Il faut dire que tout ce qui se passe dans l'un ou l'autre des pays d'Amérique latine, aux économies subordonnées, fini par influencer d'une façon ou d'une autre sur les pays voisins... Il faut aussi rappeler que le Mexique a vécu, en 1994 une crise monétaire importante ainsi qu'une dévaluation très douloureuse du peso, dont la population de plus en plus appauvrie, ne s'est jamais remis. Enfin, il faut souligner le fait que le gouvernement paniste de Vicente Fox, qui dit représenter « le changement » après plus de 70 ans de gouverne du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) ne fait que renforcer les mesures néolibérales entamées au début des années 1980. Pour toutes ces raisons, la compréhension de ce qui se passe en Argentine est vitale pour le Mexique. Elle est aussi vitale pour tous les pays du monde. Pour comprendre les enjeux, non seulement locaux mais aussi internationaux de la crise argentine, un retour sur ses antécédents s'avère nécessaire.

Stella Calloni (2) rapporte que selon l'historien argentin Leon Pomer ce qui se passe actuellement en Argentine est l'expression ultime d'un processus qui a commencé à partir de la dictature militaire (1976-1983). Comme le signalent ceux et celles qui ont écrit sur la dictature, les assassinats ainsi que les disparitions ont eu, entre autres finalités, celle d'ouvrir la porte au modèle économique en processus d'implantation à cette époque. Ce modèle prit définitivement plus d'ampleur au cours des années 1990, avant de s'effondrer en 2001.

Isamel Bermudez, journaliste argentin spécialiste en économie, explique ce qui a mené l'Argentine à sombrer si profondément. Il débute dans les années 1990, avec la question de la convertibilité. La convertibilité mise en place par le président Carlos Menem en 1991, fixant la parité entre le peso et le dollars, permettant ainsi leur utilisation indistincte par les ArgentinEs, avait comme prétendu objectif de mettre fin à la crise d'hyperinflation de 1989-1990 (on parle de plus de 4000% d'inflation annuel). À ce moment, la circulation monétaire était équivalente à la réserve en dollar de la Banque Centrale et à partir de la convertibilité, le gouvernement s'est compromis à n'émettre des peso qu'avec l'entrée de dollars. De cette façon, chaque peso en circulation avait un dollar d'appui. Avec cette mesure, un important champs spéculatif s'est mis en place. En effet, la convertibilité de un à un représentait une sécurité de change gratuit pour les capitaux étrangers qui pouvaient profiter des plus grands taux d'intérêt internes avec la sécurité qu'ensuite, ils pourraient retirer leurs capitaux sans avoir subi aucune dévaluation. Les dollars affluant de l'étranger se sont investis majoritairement dans la bourse et sous forme de dépôts bancaires.

Pendant les années 1990, le gouvernement a commencé la vente ou la mise en concession des entreprises publiques : le pétrole, le téléphone, la sidérurgie, la pétrochimie, le gaz, l'énergie électrique, les chemins de fer, les postes de paieages routiers, le courrier, le métro, le système de prévention et des accidents de travail. Ces privatisations ont attiré les grandes compagnies internationales qui ont acquis ces entreprises avec les titres dévalués de la dette et en dollars.

Une grande ouverture commerciale a aussi été mise en place, avec baisse des tarifs douaniers à l'importation, permettant ainsi aux entreprises d'importer de la marchandise à moindre coût.

Le marché du travail ainsi que les conventions collectives ont été flexibilisés. Les entreprises ont ainsi pu, entre autres choses, embaucher des travailleuses et des travailleurs sous contrats temporaires.

Le gouvernement est revenu sur le marché des capitaux, en plaçant des obligations de la dette, qui, avec les revenus des privatisations, finançaient le budget de l'État.

L'entrée de dollar a provoqué un boom de consommation parce que les banques se sont mises à prêter aux entreprises et aux individus. Ainsi, dans les années 1992-1993, l'Argentine parvint à entrer dans une période de croissance imparable.

Par contre, au début de 1994, ce processus s'est épuisé. L'industrie nationale a commencé à sentir les effets des importations et, en même temps, les prix en dollar des tarifs et des services publics représentèrent un prix trop élevé pour la production domestique. Cela se refléta par une balance commerciale de plus en plus déficitaire. En même temps, une nouvelle augmentation du taux d'intérêt représenta un surcoût financier qui affecta la compétitivité de l'industrie nationale et augmenta les services des intérêts de la dette.

Ainsi, l'Argentine est entrée dans une récession qui s'est accentuée avec la dévaluation du peso mexicain en 1994. Étant donné les similitudes entre les deux pays, les investisseurs ont craint un effet d'entraînement et en quelques semaines, plus de 8 milliards de dollars ont fui le système bancaire argentin. L'économie s'est contractée et le taux de chômage, qui était auparavant autour de 6%, grimpa jusqu'à 18,4%. Un prêt du FMI et d'autres organismes financiers fut octroyé, sous la condition d'augmenter les impôts pour couvrir le déficit fiscal.

En 1996, les banques étrangères comme BBVA, Groupe Santander, Scotiabank et HSBC absorbèrent les banques nationales. Même chose avec les compagnies d'assurance et de retraite privées. Encore une fois, le capital étranger est venu huiler la convertibilité.

En 1997, l'Argentine fut l'une des premières victimes, avec la Russie et le Brésil, des effets néfastes de la crise du sud-est asiatique. L'économie se débilita plus encore avec la crise russe d'août 1998 et avec la récession brésilienne et la dévaluation du real en janvier 1999. L'économie entra alors en récession pour tomber rapidement en dépression, avec ce que cela signifiera au niveau du chômage, du travail informel, etc.. En 1999, l'Argentine vint ce qu'il reste du pétrole d'État à la compagnie espagnole Repsol pour augmenter l'entrée de dollars.

Ce qui suit est de l'histoire récente. En décembre 1999, le président Fernando de la Rúa prend le pouvoir en se compromettant au respect des privatisations et de la convertibilité. Il applique aussi toute une série d'ajustements structurels : coupure dans les salaires, mises à pied dans le secteur public, augmentation des impôts à la classe moyenne. En janvier 2000, le FMI accorde un prêt spécial pour défendre la convertibilité et assurer le paiement de la dette extérieure. Cependant, les faillites d'entreprises se sont multipliées, le chômage recommence à augmenter de même que la pauvreté (40 % de la population). Le paiement des intérêts de la dette publique, équivalente à la moitié de l'économie, absorbe près de 25 % du budget national. En mars 2001, le gouvernement met en place un plan pour sortir de façon ordonnée de la convertibilité. C'est ainsi que commença une fuite impressionnante d'argent, tolérée et admise par le gouvernement, qui a affecté les coffres de la Banque Centrale.

En juillet 2001, tout ce précipita avec l'approbation par le gouvernement d'une loi de déficit zéro pour garantir le paiement de la dette publique. Une série de coupures dans les salaires et dans le paiement des pensions accentuèrent la dépression et la résistance populaire face au gouvernement. En décembre 2001, sans réserve en dollars et face à une fuite constante d'argent du pays, le gouvernement décréta que personne ne pourrait retirer leur dépôt des banques et que toutes les transactions devaient se faire sous forme de chèque, carte de débit ou transferts bancaires. Cette mesure a paralysé le mouvement économique et financier du pays et a accentué la

cessation de paiement de milliers de personnes et d'entreprises, laissant sans fonds à une vaste couche de l'économie informelle et des secteurs les plus pauvres. À partir de ce moment, on assista à une énorme révolte populaire qui finit par faire tomber le gouvernement de De la Rúa. Dans la spirale de la crise, le gouvernement argentin a mis fin à la convertibilité du peso avec le dollar et ouvert la porte à une dévaluation.

Dans un éditorial, le Wall Street Journal recommande à l'Argentine la dollarisation de son économie ainsi que l'abandon du Mercosur. Le journal blâme le Mercosur (marché commun sud américain) d'être le talon d'Achille de la loi de convertibilité qui était en cours depuis 1991. Carlos Marichal, dans La Jornada, souligne que l'une des raisons pour laquelle le FMI a refusé jusqu'à maintenant toute aide à l'Argentine, alors qu'il l'a fait récemment pour la Turquie, est justement de favoriser l'écroulement du Mercosur. La disparition de ce marché commun local affaiblirait notablement la capacité du Brésil de négocier face aux États-Unis en ce qui a trait à sa proposition de Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA). Le Mercosur s'avère être un obstacle réel à la mise en place de la ZLÉA.

La responsabilité du FMI et du gouvernement des États-Unis dans la crise argentine est claire, surtout si l'on considère leur manque d'intérêt à chercher une solution préalable et plus ordonnée et si l'on considère les intérêts des États-Unis dans le contrôle économique de la région à travers la ZLÉA.

L'Argentine ne vit pas qu'une crise économique. La crise politique est aussi, sinon encore plus importante. Une proportion croissante de la population rejette les membres du pouvoir exécutif, législatif et judiciaires ainsi que tous les partis politiques. Adolfo Gilly souligne la lucide perception des foules de Buenos Aires et autres villes argentines : l'objet de leur haine et de leur fureur ne furent pas les États-Unis et leur drapeaux symbolique, mais plutôt les banques et leurs succursales qu'elles soient étrangères ou argentines. Ce fut une expression politique. L'objet de haine fut le capital financier dans sa représentation matérielle.

Pour sa part, César Altamira, professeur à l'université de Buenos Aires, reconnaît les antécédents immédiats de la rébellion populaire dans les assemblées étudiantes d'universités occupées, dans les blocages de routes des piqueteros, dans les expropriations passées des supermarchés par les pauvres, dans la consolidation croissante de la capacité d'intervention des plus diverses communautés ainsi que dans la résistance et le renforcement de différents groupes autonomes de Buenos Aires et d'autres villes à l'intérieur du pays.

Altamira souligne la diversité des sujets en révolte : étudiantEs, chômeur-euse-s, « pauvres », employéEs d'état, petitEs commerçantEs, femmes au foyer de la classe moyenne, travailleuses, etc. D'un côté, il regroupe les pauvres et marginaux qui habitent les banlieues pauvres de Buenos Aires et qui ont participé à l'expropriation des supermarchés. D'un autre, la classe moyenne qui a répondu au moyen du cacerolazo à la nouvelle de la non disponibilité de leur salaire et épargnes. Enfin, le secteur étudiant, les militantEs de gauche et les jeunes et membre de diverses organisations de chômeur-euse-s. Ces groupes diffèrent au niveau de leur degré de compromis et d'organisation politique ainsi qu'au niveau de leurs intérêts, qui sont multiples et peuvent être contradictoires. Par conséquent, on ne peut pas demander à cette rébellion populaire de donner des pistes pratiques pour résoudre les problèmes sociaux. Par contre, il faut reconnaître son potentiel de destruction de l'ordre politique et socio-économique, qui ouvre, à travers ses contradictions, de nouveaux espaces d'action et de changements.

L'expérience de la rébellion ainsi que le remarquable fracàs des politiciens du présent régime, requiert et permet de penser une société et un monde en dehors des relations de capital. Marco Rascon écrit que le soulèvement des quartiers argentins et la massification de la mobilisation des classes moyennes avec les classes marginalisées des périphéries reconstruit le tissu social à partir d'une nouvelle vision du pays et de ses relations avec le monde, en même temps qu'il permet une chute précoce des mythes du néolibéralisme comme voie unique. La politisation accélérée autour de la crise de la stabilité économique permet la reconsidération pour toute l'Amérique latine, non seulement du schéma économique, sinon aussi du schéma politique ainsi que l'exigence de structures qui répondent aux revendications populaires et pas seulement aux conditions macro-économiques.

Crise sans précédent du modèle néolibéral : « Que l'Etâts Unis se regarde dans notre miroir...(1) »

Notes :

- ▶ 1- C'est ce qu'on lisait sur une bannière lors d'une manifestation à Buenos Aires.
- ▶ 2- Tous les auteurs mentionnés ont écrit dans La Jornada au cours des mois de janvier et février 2002.

Post-scriptum :

Publié le 14 août 2002, dans [La Gauche](#)